

L'ÉCO

de la semaine

06 au 12 Janvier 2024



Sponsors Officiels



Sponsors Gold



Sponsors Silver



Partenaires



SOMMAIRE

Inclusion financière : La Paositra Malagasy se lance dans les services de microfinance	2
Perspective d'avenir : Les jeunes encouragés à l'agriculture et l'élevage	2
Économie innovante : Madagascar à la traîne	3
Ivato : La douane saisit 56 kg de pierres précieuses	3
Relance économique : L'endettement préconisé pour soutenir la croissance.....	4
Biodiversité : Les fonds du secteur privé sollicités.....	4
Gaz naturel en Afrique : Un pilier de la transition énergétique incontournable, selon l'AEC.....	5
Fin du délestage imminente : nouvelle centrale de 105 MW prête à opérer en quelques semaines....	5
FAPBM – Bridge: construire un pont entre financement privé et conservation.....	6
Activités de pêche: 23 bateaux assurent la surveillance sur les côtes malgaches	6
Agro-écologie : Privilégier la qualité à la quantité des semences	6
Loi de finances : Le guide pour les citoyens disponible	7
Ecotourisme : Les caméléons non valorisés.....	7
Vie d'entreprise: «La Secren n'est pas à vendre »	8
Consommation: le kilo de la viande de bœuf à 24.000 ariary.....	8
Périmètres agricoles : Plus de 260 000 hectares de terrains réhabilités.....	8
TFO Canada: Appel à candidatures à toutes les PME « exportatrices »	9
Formation en alternance: réduire l'écart entre l'éducation formelle et le monde du travail	9
Prévision macro-économique : Un taux de croissance de 4,8% pour Madagascar cette année.....	10
Parité monétaire : L'euro sous la barre des 5000 ariary	10
Relance : Le tourisme surfe sur la vague du succès	11
Production d'électricité: des centrales thermiques et des parcs solaires en renfort	11
Société d'État : La Jirama cherche toujours un directeur général	11
Cart'in : le nouveau service d'achat à succès.....	12
Paiement de factures... : la Jirama lance le service «Jirakaiky».....	12

Inclusion financière : La Paositra Malagasy se lance dans les services de microfinance

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JANVIER 2024

La PAOMA annonce vouloir emboîter le pas vers l'inclusion financière en milieu rural en développant des offres de crédit offertes par son Institution de Microfinance IMF crédit. Le tout à des taux les moins élevés possible.

Développer les services de microfinance et l'inclusion financière jusqu'en milieu rural. Une idée sur laquelle s'est penchée plusieurs institutions, notamment la Paositra Malagasy (PAOMA) qui compte étendre les services financiers dans toutes ses ramifications à travers toute l'île à partir de cette année. Actuellement, les offres de crédits en milieu rural sont rares voire quasi-inexistantes, faisant en sorte de pénaliser les paysans, mais aussi la population en général. Raison pour laquelle l'offre IMF-Crédit sera lancée d'ici quelques mois afin de palier ce manque, de quelque manière que ce soit.



À en croire Richard Ranarison, directeur général de la poste, cette initiative est partie d'un constat. « Nous savons bien que nombre de Malgaches vivant en milieu rural veulent aussi bénéficier des offres de crédit mais ne peuvent

pas y accéder en raison de la raréfaction des services de microfinance. La Paositra Malagasy possède cependant plus de deux cent cinquante représentations à travers toute l'île, imaginez seulement si toutes ces agences s'activaient aussi dans les offres de crédit en milieu rural. Non seulement pour les paysans mais pour toutes sortes de catégories sociales », confie-t-il, hier, lors d'un petit déjeuner de presse à l'hôtel Colbert. Avec ses ramifications, la Paositra Malagasy est un des acteurs majeurs du secteur financier dans la Grande île. En investissant dans ces Institutions de Microfinance, elle se veut un précurseur dans le domaine de l'inclusion financière.

En plein essor

Dans le courant de cette année, un peu plus de cent cinquante agences seront équipées de cette offre. Peut-être une aubaine pour les populations vivant en milieu rural. Cependant, un fait à ne pas négliger, la Grande île recense un peu moins d'une trentaine d'institutions de microfinance si l'on se réfère aux chiffres de l'année dernière. Il s'agit à la fois d'un secteur en plein essor mais qui reste aussi vulnérable, notamment en raison de plusieurs facteurs, qui poussent la clientèle à se rétracter, on évoque ici des taux d'intérêts parfois critiqués. Sur ce point, le DG de la PAOMA tient à rassurer. « Comme nous le savons tous, les taux d'intérêts sont extrêmement chers pour ces offres de crédit fournis par d'autres IMF. La PAOMA sait dans quoi elle s'embarque. Notre objectif est de faire baisser autant que possible ces taux d'intérêts pour le bénéfice de tous et pour pousser tout un chacun à utiliser de l'argent, vivifiant ainsi l'économie du pays ». Aucun indice n'a encore filtré sur les détails de ces offres ni sur ces fameux taux d'intérêts au ras du plancher. Ceux-ci font l'objet des critiques récurrentes depuis des années en raison de leur pourcentage souvent jugés inaccessible pour le paysan moyen et pas que...

Perspective d'avenir : Les jeunes encouragés à l'agriculture et l'élevage

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JANVIER 2024

La connaissance du dur labeur et du suspense relatif à l'investissement dans l'agriculture et/ou l'élevage s'effrite-t-elle de plus en plus chez les jeunes ? Un constat qui pourrait à première vue diviser au vu des réalités sur terrain.

En effet, la filière de l'agronomie envoûte chaque année des centaines, voire des milliers de jeunes bacheliers tandis que du côté du milieu rural une grande partie des jeunes s'engagent dès leur plus jeune âge dans l'agriculture et l'élevage, bien que ce soit principalement pour les besoins des ménages.

Pourtant la situation actuelle est loin d'être aussi idyllique. Ce sont les autres activités d'entrepreneuriat qui gagnent du terrain chez une grande partie de jeunes, laissant pour compte l'agriculture et l'élevage. Divers projets sont engagés pour encourager la participation aux activités agricoles comme « Haintsaha », un projet de l'Observatoire de la jeunesse. À en croire Hajatiana Razafinimanana, coordinateur de projet au sein de cette initiative « Le problème actuel est le fait que ce sont d'autres activités entrepreneuriales qui séduisent les jeunes, ce qui n'est



pas une mauvaise chose en soi. Avec le foisonnement des nouvelles technologies, les jeunes sont d'ailleurs de moins en moins enclins à investir dans les domaines de la production agricole et de l'élevage », explique-t-il, avant d'ajouter que « Nous encourageons d'abord les jeunes à travailler au sein d'une entreprise, qu'elle soit familiale ou d'autre nature, avant de se lancer dans les grands bains de l'entrepreneuriat et de l'investissement. Cela permettra

d'agrandir leur panel d'atouts mais pourrait également fournir des emplois décents aux jeunes issus du milieu rural pour qu'ils puissent travailler ici, en ville. Et plus tard, ils pourraient également exploiter ces potentiels dans le domaine de l'entrepreneuriat ».

Une autre vision veut que l'agriculture, qui vaut quand même son pesant d'or dans l'économie du pays (29% du PIB et 70% des emplois totaux selon les derniers chiffres en date), soit vue comme un business juteux par les jeunes.

Implication

Cela élève ainsi ce secteur d'activité, avec celui de l'élevage (contribuant à 60% des revenus des ménages), au dessus de leur considération comme étant un moyen

de production « traditionnel » et « anodin », planté dans le décor général de l'économie locale. Néanmoins, cela passe par différents chemins, dont en premier lieu, la formation : Comment tenir les comptes, comment gérer son business en cas de difficultés liées au climat et à l'inflation.

Bref, tout autant de moyens d'y arriver, contribuant ainsi à moderniser la gestion des parcelles ou du cheptel. Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, l'implication des jeunes dans le domaine de l'agriculture est un moyen considérable et accessible pour générer du profit, surtout si elle est prise au sérieux. D'ailleurs, cela pourrait également générer du travail et résoudre ne serait-ce qu'une infime partie du problème de l'employabilité.

Économie innovante : Madagascar à la traîne

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JANVIER 2024

Une place de perdue ainsi que des performances pour le moins mitigées. Voilà ce dont fait part les données fournies par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) dans son dernier rapport sur l'indice de l'innovation pour 2023.

L'heure a sonné pour dresser un tableau des avancées et des difficultés rencontrées par les pays qui sont au nombre de cent trente-deux dans ce résumé.



Ainsi, à mesure que les graphiques et tableaux dévoilent leurs contenus, il est rendu compte du fait que la Grande île perd une place et se retrouve à la 107e place sur 132 du classement mondial des économies en 2023 si auparavant la Grande île occupait la 106e place. Avec un score de 19,1,

le pays se retrouve également à la 10e place sur 28 parmi les économies de l'Afrique subsaharienne, loin derrière les ténors du trio de tête composé par l'Afrique du Sud, le Botswana et le Sénégal. Ces données font alors état d'une performance jugée comme étant « moyenne » par certains analystes économiques.

Cela ne veut pourtant pas dire que le pays n'a pas enregistré de bonnes performances, surtout par rapport à différents indices. Notamment vis à vis des sous indices à partir desquels les réalisations de chaque pays ont été évaluées. Il s'agit des intrants et des extrants de l'innovation. Par rapport aux extrants de l'innovation qui comprennent deux piliers, par exemple, Madagascar gagne trois places dans le domaine des innovations au sein de son économie si l'on se réfère aux résultats couchés noir sur blanc. Le pays se hisse ainsi de la 85e place en 2022 à la 82e place pour l'année dernière. C'est par rapport aux domaines de la création et du capital humain et de la recherche que le pays affiche ses meilleures performances tandis qu'il reste à la traîne pour les résultats en matière de croissance, connaissances et de nouvelles technologies, celui des infrastructures et on en passe.

Toutefois, la Grande île semble suivre les tendances post-covid qui affichent également des « performances mitigées » après un boom des investissements en matière d'innovations en 2021 et un ralentissement palpable pour les années qui ont suivi.

Ivato : La douane saisit 56 kg de pierres précieuses

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 06 JANVIER 2024

La main dans le sac. Quelques jours à peine la nouvelle année entamée, la douane indique avoir intercepté et saisi une quantité de 56,85 kilos de pierres gemmes. Cette tentative d'exportation illicite de pierres précieuses a été déjouée hier dans les locaux de la douane à Mamory Ivato suite à une fausse déclaration auprès de son agence selon la Direction Générale des Douanes. Ainsi, les mailles du filet se sont resserrées sur quatre Malgaches ainsi qu'un Sri Lankais pour le chef d'accusation susmentionné. Selon la douane, qui a apporté ses explications dans la soirée, "Après l'expertise menée par les services de la douane, il a été

défini qu'il s'agissait bel et bien de pierre gemme et non de labradorite, de cristal ou de quartz comme mentionné dans la déclaration effectuée auprès de la douane", indique-t-on.

Comme il s'agit d'un délit douanier, les prévenus, désignés comme ayant effectué une fausse déclaration, encourrent les sanctions prévues par l'administration douanière en cas de fausse déclaration. Sauf changement impératif des textes, ces derniers risquent "une amende comprise entre une et une fois et demi la valeur de l'objet de fraude et d'un emprisonnement de six mois à un an", si l'on se réfère à la loi n°2022-012 du 21/07/2022 concernant les délits douaniers.

Relance économique : L'endettement préconisé pour soutenir la croissance

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 JANVIER 2024

Pour soutenir la croissance et anticiper les éventuels besoins de financements dédiés aux services publics, un recours à la dette est encouragé.

Paradoxal. Et pourtant, le recours à la dette est encouragé malgré l'envolée de la dette publique à l'échelle mondiale. Les autorités publiques soutiennent que la relance économique se doit, sur les prochaines années, d'être soutenu par un endettement encore plus poussé.

C'est ce que préconise le ministère de l'Économie et des finances, à travers le Trésor public dans l'Analyse de la Viabilité de la Dette (AVD) 2023. «Ce qui est plutôt paradoxal car le défi actuel est de sortir les pays d'un contexte de faible croissance et de dettes élevées. Pourtant, il s'avère une fois de plus que pour booster la croissance, il faudra encore plus s'endetter», indique le document. Il s'agit ici d'une recommandation qui pourrait porter à confusion, d'où la nécessité de prendre des pincettes sur un sujet aussi vital que délicat. Au vu des besoins de financement de part et d'autre des services publics, mais aussi des projets censés porter la croissance économique 2024 et les années à venir, le besoin de recourir à la dette est d'une importance capitale.

La dette publique peut soutenir l'économie durant les périodes de faible activité ou à financer des dépenses utiles pour l'avenir, en l'occurrence les projets de croissance susmentionnés. Cette recommandation de s'appuyer sur l'endettement pourrait donc être interprétée comme une anticipation du contexte économique mondial en 2024 qui s'annonce d'ores et déjà compliqué en raison de plusieurs facteurs, mais aussi comme un moyen de soutenir, à l'image de piliers les perspectives de croissance de la Grande île. «À l'aune du reste du monde, Madagascar est également appelé à mobiliser diverses ressources pour assurer le financement de sa relance économique et de son développement», peut-on lire dans le document annexé à la



loi de finances 2024.

Modéré

Autant de financements sont à mobiliser pour une relance économique effective, notamment dans le domaine de la nutrition, la santé, l'énergie, l'éducation et autres. Tout l'enjeu réside maintenant, à l'instar de l'embrayage d'un véhicule, dans le jaugeage des dépenses, des recettes et surtout du niveau d'endettement, pouvant comporter des risques. «Toutefois, dans son endettement, l'État doit agir prudemment de manière à ne pas s'endetter sans atteindre les objectifs de croissance voulus», indique le MEF. Pour l'instant, le risque de surendettement reste modéré si l'on se réfère aux dernières statistiques disponibles. Fin 2023, le stock de la dette publique est estimé à 49,2% du PIB, soit à plus de 7 600 millions de dollars ce qui est légèrement en hausse par rapport à 2022 où il a été établi à 40,9% du PIB, soit à 6 866, 3 millions de dollars. C'est l'encours à la dette extérieure qui représente le plus dans le portefeuille de la dette publique avec 71,5% de celui-ci. L'encours de la dette intérieure quant à elle, représente 14% du Produit Intérieur Brut.

Biodiversité : Les fonds du secteur privé sollicités

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 JANVIER 2024

La protection de la biodiversité ainsi que de nos Aires protégées est l'affaire de tous, mais aussi des pouvoirs publics et des entreprises. Pour ces dernières justement, une nouvelle initiative vient de voir le jour pour «Construire un pont entre financement privé et conservation». Il s'agit là du défi lancé par la Fondation pour les Aires protégées et la biodiversité à Madagascar (FAPBM) qui a reçu un soutien financier du projet Bridge (littéralement un pont) à l'issue de la sélection de cet organisme des suites d'un appel d'offres lancé il y a quelques temps.

L'enjeu est de mobiliser les acteurs du secteur privé à émettre des fonds en faveur de la conservation et de la préservation de la biodiversité. «Ce mécanisme prévoit la création d'un fonds d'entreprise dédié aux activités de conservation, ainsi que le déploiement d'un financement basé sur la nature», indique la FAPBM dans un communiqué. De manière «volontaire», les entreprises seront alors sollicitées à effectuer des actions environnementales «que ce soit dans leur démarche de Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE) ou non», fait-on savoir.

Uniformisation

Il va sans dire qu'il ne s'agit pas du premier projet où

l'implication du secteur privé est encouragée. À noter que Madagascar est déjà bénéficiaire de l'Initiative mondiale pour la finance de la biodiversité (BIOFIN) qui est un partenariat mondial géré par le Programme des Nations unies pour le Développement, avec notamment le support de la Commission européenne et des gouvernements de l'Allemagne, de la Suisse, de la Norvège et de la Flandre.

À l'heure actuelle, les acteurs du secteur privé sont de plus en plus sollicités et davantage présents sur le terrain. Avec l'uniformisation des démarches RSE, nombre d'entreprises du secteur privé se mettent dorénavant au vert et voient en l'adaptation et la lutte contre le changement climatique une occasion de mobiliser de nouvelles ressources tout en contribuant à préserver l'environnement. Depuis quelques années, entreprises et à plus forte raison le secteur privé bénéficient de différents appuis financiers. Notamment de la part du Fond vert pour le climat (FVC), le premier fonds mondial pour l'Environnement, s'adressant principalement aux pays du Sud. Afrique du Nord, subsaharienne, Asie et quelques pays d'Amérique latine, la donne commence à changer.

En effet les pays de l'Afrique subsaharienne dont

Madagascar fait partie font des efforts pour s'arrimer aux conditionnalités et réglementations exigées par le FVC. Tout le monde semble comprendre que l'heure est désormais à l'action pour se préserver d'une dégradation encore plus poussée de la planète et les entreprises de n'importe quelle

taille sont en première ligne par rapport à l'échelon des responsabilités. En effet, si au stade actuel, les évaluations sur l'impact des sécheresses agricoles et écologiques ne sont pas toutes concordantes, la contribution humaine aux changements observés est bien établie.

Gaz naturel en Afrique : Un pilier de la transition énergétique incontournable, selon l'AEC

ANTSA R.. | MIDI MADAGASCAR | 08 JANVIER 2024

Le secteur du gaz naturel en Afrique connaît une expansion significative en 2024, selon les propos de NJ Ayuk, président exécutif de la Chambre africaine de l'énergie (AEC). Dans son dernier rapport, intitulé « The State of African Energy 2024 Outlook Report », l'AEC souligne une hausse notable de la production de gaz naturel à l'échelle mondiale et sur le continent africain.

Ayuk met en avant le potentiel du gaz naturel en tant que carburant de transition essentiel pour l'Afrique, affirmant que de nombreuses entreprises opérant dans la région reconnaissent sa valeur. Il rejette l'idée simpliste selon laquelle la décarbonisation peut être réalisée du jour au lendemain, insistant sur la nécessité de construire des infrastructures solides pour soutenir le développement des énergies renouvelables. Il critique également le déséquilibre entre les pays occidentaux, ayant historiquement bénéficié des combustibles fossiles pour bâtir leurs économies, et les États africains qui doivent désormais rattraper ce retard de développement énergétique. Ayuk souligne que la

construction d'infrastructures essentielles et le financement nécessaire ne peuvent être laissés à la seule responsabilité des nations africaines.

Soutien mérité

La conférence « Invest in African Energy » à Paris, appuyée par l'AEC, et la Semaine africaine de l'énergie devraient servir de plateformes cruciales pour les investissements dans le gaz naturel en Afrique. Les affirmations d'Ayuk sont appuyées par des constats du rapport de l'AEC : l'Afrique dispose d'un énorme potentiel en gaz naturel. Bien que l'Afrique du Nord soit actuellement le principal contributeur à la production gazière du continent, d'autres régions, notamment le Mozambique, devraient accroître leur production de GNL dans les années à venir. Cependant, l'atteinte de l'objectif d'une transition énergétique vers les énergies renouvelables dépend, selon Ayuk, de la reconnaissance des pays développés et de leur soutien à l'autonomie des États africains dans leur transition énergétique, plutôt que d'imposer un calendrier étranger.

Fin du délestage imminente : nouvelle centrale de 105 MW prête à opérer en quelques semaines

ANTSA R.. | MIDI MADAGASCAR | 08 JANVIER 2024

La crise énergétique à Madagascar pourrait bientôt prendre fin grâce à la mise en service prochaine de la nouvelle centrale thermique d'Ambohimanambola. Cette centrale, composée de sept moteurs fonctionnant au fioul lourd (HFO) d'une capacité totale de 105 MW, devrait être opérationnelle d'ici la fin du mois de janvier ou au plus tard en février. Les travaux d'extension de la centrale, financés par l'État, ont débuté en décembre 2022.



Cette extension énergétique est une réponse cruciale à la demande croissante d'électricité à Antananarivo, notamment

pendant les périodes de basses eaux. Actuellement, la capacité de production électrique du Réseau Interconnecté d'Antananarivo (RIA) est à la limite de la saturation. Cette nouvelle centrale devrait non seulement résoudre les problèmes de délestage actuels, mais également fournir une marge de production excédentaire pour répondre à la croissance future de la consommation électrique.

En plus de la centrale d'Ambohimanambola, Madagascar a également investi dans l'hydroélectricité et les centrales solaires pour diversifier son mix énergétique. Plusieurs projets sont en cours d'implémentation pour augmenter la capacité de production en énergie renouvelable.

Parallèlement à l'augmentation de la capacité de production, des initiatives visant à renforcer les réseaux de distribution électrique sont en cours, notamment le Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux de Transport d'énergie électrique à Madagascar (PRIITEM), financé par la Banque africaine de développement (BAD). Ces efforts visent à moderniser les réseaux électriques du pays, en commençant par les villes stratégiques.

La réalisation de ces projets aura un impact significatif sur l'électrification rurale, le développement local et l'économie de Madagascar, marquant ainsi un pas décisif vers la résolution des problèmes énergétiques du pays.

FAPBM – Bridge: construire un pont entre financement privé et conservation

ARH. | LES NOUVELLES | 08 JANVIER 2024

La Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar (FAPBM) a été sélectionnée pour concevoir un mécanisme financier novateur mobilisant le secteur privé en faveur des aires protégées du pays.

Cela fait suite à un appel à projets lancé par Bridge, une initiative conjointe du Consortium africain des fonds pour l'environnement (CAFE) et du Réseau latino-américain et caribéen des fonds environnementaux (RedLAC).

La FAPBM invite les entreprises à s'associer pour élaborer ce mécanisme, avec un fonds de 50.000 euros pour la période 2023-2024.

Le fonds d'entreprises cible particulièrement les Petites et moyennes entreprises (PME) qui souhaitent contribuer volontairement à des actions environnementales, que ce

soit dans le cadre de la Responsabilité sociale d'entreprise (RSE) ou non.

Parallèlement, le financement basé sur la nature vise spécifiquement les grandes entreprises, proposant de compenser les impacts environnementaux non réductibles et inévitables de leurs projets en utilisant des Solutions basées sur la nature (SBN).

«Ce projet vise à établir des alliances stratégiques entre le secteur privé et les fonds fiduciaires, tels que la FAPBM, pour combler le déficit de financement dans le domaine de la conservation», explique la FAPBM.

Elle souligne que «ce mécanisme prévoit la création d'un fonds d'entreprise dédié aux activités de conservation et le déploiement d'un financement basé sur la nature».

Activités de pêche: 23 bateaux assurent la surveillance sur les côtes malgaches

ARH. | LES NOUVELLES | 08 JANVIER 2024

Madagascar a renforcé sa flotte maritime afin de mieux suivre, contrôler et surveiller les bateaux de pêche et lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (Pêche INN). L'Etat a alloué un budget d'un milliard d'ariary pour approvisionner en carburant, 23 bateaux actuellement en service.

Auparavant, seuls deux bateaux assuraient la surveillance de quelque 5.000 km de côtes malgaches. Actuellement le Centre de surveillance de pêche (CSP) dispose d'une flotte de 23 bateaux pour assurer le contrôle, la surveillance des pêches pour la lutte contre la pêche INN. A citer également l'Antsanta, Telonify, Sihely, Bekapila, Antendromaso 8, les huit vedettes Argos 710 Antendromaso, les cinq vedettes rapides Yamaha 12 M Speed et autant de vedettes semi-rigides qui coordonnent les sauvetages en mer.

Dans un communiqué publié samedi, le MPEB souligne que «le CSP travaille en étroite collaboration avec les pêcheurs» et que «le problème de carburant ne se pose plus, car 23 bateaux disposent désormais d'un budget d'un milliard d'ariary pour le carburant». L'étroite collaboration du CSP avec les pêcheurs est une approche constructive, favorisant une meilleure communication et compréhension

des enjeux liés à la pêche durable.

Engagement des partenariats internationaux

La pêche INN étant une menace économique sérieuse, ces investissements visent à réduire les pertes estimées «entre 14 et 16 millions de dollars par an pour Madagascar», comme l'a indiqué le ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB). Ces pertes seraient également colossales au niveau mondial (24 milliards de dollars), 1,2 milliard de dollars pour l'Afrique subsaharienne, entre 500 et 800 millions de dollars par an pour la Sadc.

Madagascar a fait l'acquisition de ces bateaux, grâce au partenariat avec le gouvernement japonais, la Banque mondiale à travers le projet SwoiFish 2 ainsi qu'avec l'Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et autres partenaires techniques et financiers. Cette collaboration témoigne de l'engagement des partenariats internationaux à renforcer les capacités de surveillance et de gestion des ressources marines.

Le MPEB et le CSP encouragent les usagers à signaler des activités suspectes en mer, car cela contribue à la vigilance collective et à la préservation des écosystèmes marins et à la durabilité économique du secteur de la pêche.

Agro-écologie : Privilégier la qualité à la quantité des semences

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 JANVIER 2024

Rome ne s'est pas faite en un jour. Aussi, la production de semences ne se fait-elle pas non plus en l'espace de quelques mois.

Depuis maintenant quelques années, la filière semencière commence à gagner en bouffée d'air frais. D'ailleurs, il s'agit d'un secteur d'activité en plein essor chez qui certains voient un possible moyen de générer des revenus. Florient, fondateur de la société

« semences Madagascar » s'est lancé dans le domaine de la recherche et de la commercialisation des semences voilà de cela quelques années. Il est un étranger possédant une ferme à une quinzaine de kilomètres d'Antananarivo, près d'Imerintsiatosika. Ayant suivi des études en France dans le domaine de la botanique et de l'écologie tropicale avant d'arriver dans la Grande île pour faire ses recherches et commercialiser des variétés de semences à destination

des agriculteurs malgaches.



Il privilégie la qualité des semences à la quantité, quitte à dépenser des années de recherches sur une variété.

« J'ai plusieurs phases de sélection et les premières

phases peuvent durer jusqu'à huit cycles. Je n'utilise pas des pesticides, ce qui veut dire que les plantes les plus faibles, ne résistant pas à la maladie et autres aléas, vont mourir et n'auront pas de descendance [...] tandis que les plus résistantes vont être sélectionnées par la suite et petit à petit nous allons avoir des plantes plus rustiques », explique-t-il.

Commencer petit

Des variétés de tomates, de pois de cap, de haricots rouges ou de piments, il en existe une dizaine toutes aussi prisées les unes que les autres et, cerise sur le gâteau, la clientèle ne semble pas réticente face aux prix des semences relativement plus élevés par rapport à ceux des autres vendeurs. « On a une grosse clientèle à Tana mais nous voulons toucher un peu plus aussi les paysans. Donc, nous devrions envisager des prix moins chers sur le marché. Mais pour l'instant, nos prix sont un peu plus élevés par rapport aux autres vendeurs de semences vu qu'on travaille surtout sur la durée qui peut aller jusqu'à huit ans pour produire des variétés de semences assez rustiques », évoque-t-il. Il est plus facile de commencer petit si l'on veut se lancer dans le

domaine de l'agriculture, mais aussi celui de l'agribusiness.

D'ailleurs, il est plus facile de commencer avec une surface de quelques mètres carrés qu'avec une grosse superficie sans avoir un rendement conséquent. D'autres spécialistes préconisent aussi l'augmentation de l'utilisation d'engrais biologiques pour booster la productivité agricole et ce, à toutes les échelles, allant du paysan producteur à l'agriculture en général dans la Grande île. Arsène Jules Randrianariveloheho, directeur de l'école supérieure des sciences agronomiques de l'Université d'Antananarivo avait expliqué qu'il n'y a pas besoin de chercher bien loin. Il suffirait de regarder par terre, constater les milliers de tonnes de déchets que produit la capitale pour pouvoir en faire quelque-chose, comme du compost par exemple. « La capitale à elle seule peut produire jusqu'à mille tonnes d'ordures par jour dont presque la moitié sont des déchets organiques pouvant être réutilisés en compost », a-t-il expliqué. Si, actuellement, la moyenne de l'utilisation d'engrais à l'hectare n'excède guère les 8 à 10 kilos, pour d'autres pays développés, l'utilisation d'engrais est à profusion. Cela peut aller jusqu'à 50 kilos par hectare.

Loi de finances : Le guide pour les citoyens disponible

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 JANVIER 2024

Une initiative louable. Celle du ministère de l'Économie et des finances. Faciliter la lecture de la loi de finances 2024. Par un résumé synthétique de l'essentiel dans une brochure intitulée «Budget des citoyens». Il ne faudra plus éplucher le volumineux document remis aux parlementaires pour être au courant des subtilités de la loi des finances, souvent présenté comme un exercice des plus compliqués pour les simples gens. Cette fois-ci, il suffit de le télécharger sur le site du ministère de l'Économie et des finances, MEF, pour tout savoir.

Par exemple, pour ce qui est des services de la dette, un sujet macro-économique peu évoqué, il est indiqué que pour la « dette extérieure, le montant de la dette inscrit dans la loi de finances 2024 s'élève à 914,3 milliards d'ariary, avec 631,9 milliards d'ariary en principal et 282,4 milliards d'ariary en intérêts. Il a diminué de 94,5 milliards d'ariary, soit une baisse de 9,4 % par rapport à la Loi de Finances 2023. Concernant la dette intérieure, pour l'année 2024, les

charges sont évaluées à 372,7 milliards d'ariary, couvrant principalement les intérêts sur les Bons du Trésor et les avances de la Banky Foiben'i Madagasikara ».

Toujours dans ce souci de rendre visible cette loi de finances 2024, des graphes et des animations illustratives accompagnent les textes. Les comparaisons sautent ainsi aux yeux. Ce qui incite à des analyses sommaires. Cette loi de finances est placée sous le sceau d'une nouvelle mandature présidentielle avec des orientations globales prédéfinies. Aussi « les dépenses publiques pour l'année 2024 atteignent-elles 16 332,8 milliards d'ariary, dont 50,5 % sont allouées aux investissements et 17,2 % aux dépenses de fonctionnement (hors solde). Par rapport à la Loi de Finances de 2023, les dépenses ont augmenté de 212,2 milliards d'ariary, ce qui équivaut à une hausse de 1,3 % ».

Il reste à tout un chacun de faire ses propres appréciations. La consultation est gratuite.

Ecotourisme : Les caméléons non valorisés

MIANGALY RALITERA. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 JANVIER 2024

Madagascar compte le plus grand nombre de caméléons endémiques au monde. « Les caméléons devraient être une source d'attraction des touristes, comme les lémuriers, face à son endémisme. Quatre-vingt-dix-sept de ces espèces n'existent qu'à Madagascar. Et pourtant, ils sont peu valorisés, par rapport aux lémuriers », déplore Hajaniaina Rasoloarison, chercheur, dont la protection des reptiles et des amphibiens est l'objet de recherche, hier.

Une enquête effectuée auprès des touristes au niveau de plusieurs sites touristiques, il y a une dizaine d'années, a révélé qu'ils viennent principalement, à Madagascar, pour voir les lémuriers et les baobabs. Ceux qui s'intéressent à ces reptiles sont, essentiellement, des chercheurs.

Dans sa recherche, Hajaniaina Rasoloarison réalise, notamment, une enquête ethno herpétologique. « J'étudie

les principaux blocages qui font que cet animal ne soit pas valorisé comme les autres espèces endémiques », poursuit-il. Pour le moment, ses hypothèses reposent sur la phobie de cet animal, et le tabou. Pour valoriser les caméléons, des recherches doivent être réalisées, comme le propose ce jeune chercheur. « Si on ne connaît pas l'espèce, il est difficile de la valoriser.

Puis, lorsqu'on la connaît, on cherchera à la protéger. Et c'est là qu'on pourra faire sa promotion », indique Hajaniaina Rasoloarison. Il insiste sur la protection de ces espèces. Une trentaine d'entre elles sont classées en danger critique d'extinction, selon le statut de conservation de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Et la pression sur ces animaux s'intensifie, avec l'augmentation de la déforestation.

Vie d'entreprise: «La Secren n'est pas à vendre»

ARH. | LES NOUVELLES | 09 JANVIER 2024

La Société d'études, de construction et de réparation navales (Secren SA) à Antsiranna «n'est pas à vendre», selon les précisions apportées hier par son directeur général, Abel Ntsay, lors de l'accueil officiel des nouveaux membres de personnel de la société à Antsirannana. Il a cependant fait savoir que «trois sociétés internationales ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt pour être des partenaires stratégiques dans le redressement de cette société d'Etat».

Selon ses déclarations, «aucun ressortissant malgache n'est actionnaire dans ces entreprises soumissionnaires».

Dans la foulée, la Secren a accueilli officiellement 14 nouveaux membres du personnel. Ces nouveaux employés

sont des jeunes étudiants de la 8e promotion du Centre de formation technique et professionnelle de la Secren SA (CFTPS). Abel Ntsay a remis officiellement leurs contrats de travail à durée indéterminée à cette occasion. Ces employés prendront leurs fonctions dans différents ateliers de la Secren.

Dans son discours bref, le numéro Un de la Secren a juste rappelé que la société avait décidé en 2016 d'embaucher les jeunes formés au CFTPS, et cette initiative se poursuivra dans le cadre du redressement de la société. La Secren a répondu aux besoins de plusieurs «ouvriers spécialisés polyvalents» pour accompagner son redressement.

Consommation: le kilo de la viande de bœuf à 24.000 ariary

ARH. | LES NOUVELLES | 09 JANVIER 2024

Le prix de la viande continue d'augmenter après une hausse au mois de novembre 2023. La viande de bœuf coûte actuellement 24.000 ariary le kilo auprès de certains détaillants d'Antananarivo. Celle du porc atteint 22.000 ariary le kilo.

Avant les fêtes de fin d'année, le portefeuille des consommateurs a déjà subi de plein fouet la hausse des prix des viandes, en particulier le bœuf et le porc. Et, ils ne sont pas au bout de leur peine car les prix se sont encore renchéri depuis le début du mois de janvier. Chez les détaillants d'Antohomadinika, le kilo des morceaux de choix atteint les 24.000 ariary. «La hausse des prix est appliquée au niveau même des abattoirs», explique Nasolo, boucher à Antohomadinika.

Que ce soit pour la viande de porc ou la viande de zébu, les prix sont presque pareils au marché d'Analamahitsy et aux pavillons d'Analakely : entre 21.000 à 22.000 ar/kg. Les saucisses coûtent entre 20.000 à 22.000 ar/kg, selon leur qualité. Menja, un boucher d'Analamahitsy le confirme en expliquant «Nous achetons la viande de bœuf et de porc à 19.000 ar/kg chez les grossistes du marché d'Anosibe. Le prix des morceaux de choix est de 20.000 ar/kg».

Hausse des prix de gros

Ramano est grossiste en viande à Anosizato. Il gère son propre abattoir depuis plus de 15 ans. Il vend entre 14.000

à 15.000 ariary le kilo de la viande de bœuf bien grasse. Un bœuf entier, sans la tête, les pieds, la queue et les abats, pèse en moyenne 140 kg. Les abats (viscères, organes, tête, pieds, queue) sont vendus à 300.000 ar. La viande de porc par ailleurs se vend à 16.000 ar/kg, toujours à Anosizato. Un porc pèse entre 40 et 100 kg.

«Le prix a vraiment augmenté par rapport à la même période l'année passée. A cette époque, nous en avons vendu au maximum 13.800 ar/kg. Avant le mois de décembre 2023, les cours ont augmenté jusqu'à 14.400 ar/kg», poursuit-il.

L'abattoir de Ramano tuent en moyenne 20 bœufs et une trentaine de cochons par jour. S'approvisionnant habituellement en zébu aux marchés de Tsiroanomandidy, Soavinandriana ou Ihosy, Ramano explique qu'«il y a peu de bétails en début d'année. Il en va de même pour les porcs. Les propriétaires attendent la fin du mois pour revenir au travail après les fêtes».

Ce gérant d'abattoir note également que «le mauvais état des routes, à cause du cyclone cette année, retarde l'approvisionnement». Il a souligné néanmoins que «Le prix du porc pourrait continuer à augmenter par rapport à celui du bœuf qui peut diminuer dans les deux semaines parce, une fois que les routes seront rouvertes, les convoyeurs vont reprendre du service».

Périmètres agricoles : Plus de 260 000 hectares de terrains réhabilités

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JANVIER 2024

Pour développer l'agriculture dans le pays, l'agrandissement des périmètres agricoles est primordial. De grands pas ont déjà été franchis dans ce sens.

En avant. Le développement des infrastructures liées à l'agriculture mais aussi la réhabilitation des périmètres agricoles continuent de faire son petit bonhomme de chemin. Selon les données fournies par le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, les périmètres agricoles aménagés et/ou réhabilités depuis 2019 ont atteint les 261 016 hectares dans différentes régions du pays. Ces chiffres dépassent de plus de cent mille hectares les espaces aménagés en 2022.

À en croire ce département ministériel, les ambitions malgaches en termes de développement agricole et rizicole ne s'arrêteront pas à cette réalisation. L'on compte

en effet d'ores et déjà s'appuyer sur le développement des périmètres agricoles pour atteindre l'objectif fixé dans la politique générale de l'État en ce qui concerne l'autosuffisance alimentaire. «Nous estimons que d'ici 2028, les plaines et espaces aménagés et réhabilités vont atteindre les 440 000 hectares», affirme Harifidy Ramilison, ministre de l'Agriculture.

Pour soutenir cet effort, différentes structures ont été déployées dans la marche vers l'autosuffisance alimentaire et les ambitions de la Grande île vers 2030.

Défi

Il s'agit en premier lieu de la collaboration avec les paysans et autres partenaires afin d'assurer une conformité et une uniformité de la démarche. «Nous avons justement l'ambition de construire des infrastructures durables pour



permettre à l'agriculture mais aussi à la riziculture de se développer. Il s'agit d'un défi que nous nous lançons avec

les paysans, producteurs et différentes organisations», confie le département ministériel.

À cet effet, l'on emboîte le pas avec la distribution de guides ainsi que les formations sur la gestion des infrastructures durables qui seront dispensés aux paysans et aux autres acteurs de la riziculture.

La Grande île compte également s'appuyer sur différents potentiels comme le Bas Mangoky, un périmètre dans la région Atsimo-Andrefana qui, suite aux divers aménagements, est passé de 5000 à 10 000 hectares avec une production annuelle avoisinant les 80 000 tonnes.

Des périmètres rizicoles comme celui-ci, il en existe beaucoup et il en reste encore à aménager. Par effets cumulés, cela permettra d'atteindre la résilience et, qui sait, peut-être aussi l'autosuffisance dans la production rizicole.

TFO Canada: Appel à candidatures à toutes les PME « exportatrices »

ARH. | LES NOUVELLES | 10 JANVIER 2024

Le Bureau de promotion du commerce Canada (TFO Canada) et la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA), lancent un appel à candidatures à toutes les petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes dans le domaine de l'Agribusiness, particulièrement dans les secteurs des huiles essentielles, des épices, de la vanille et des grains secs. La date limite pour soumettre les dossiers de candidature est fixée au 12 janvier.

Les entreprises éligibles sont les PME exportatrices, candidates potentielles-exportatrices ou primo-exportatrices dans des domaines spécifiés. « Parmi les exigences, la PME doit être dirigée par une femme ou femme décideur », précise la CCIA. L'évaluation se fera en deux étapes, d'abord relative au profil d'exportation, suivi d'une évaluation sur le terrain à Antananarivo du 22 au 26 janvier. Les PME seront sélectionnées en fonction de la qualité et de l'adéquation

de leurs produits répondant aux exigences des salons, ainsi que de leur capacité globale à exporter. L'objectif est d'accompagner et mettre les PME en relation avec des acheteurs français et canadiens.

Les 30 PME sélectionnées par TFO Canada pourront participer à la mission économique qui aura lieu en mai 2024 à Madagascar. L'événement sera caractérisé par la présence de potentiels acheteurs français et canadiens.

Dès lors, TFO Canada a déjà publié un document d'information sur les marchés, intitulé « Guide à l'intention des femmes exportatrices : comment accéder aux marchés canadiens et internationaux ». L'ouvrage examine la relation entre le commerce et l'autonomisation économique des femmes, en se focalisant sur les PME dans six pays (Cambodge, Ghana, Madagascar, Nigeria, Sénégal et Vietnam).

Formation en alternance: réduire l'écart entre l'éducation formelle et le monde du travail

ARH. | LES NOUVELLES | 10 JANVIER 2024

Certains jeunes diplômés malgaches cherchent des opportunités d'affaires à l'extérieur, si d'autres choisissent tout simplement de rester au pays. Dans les deux cas, les entreprises membres du secteur privé proposent des formations en alternance spécialisées. Ce modèle offre des avantages significatifs tant pour les entreprises que pour les étudiants.

Madagascar avance sur la réforme de la formation en alternance. Le conseil du gouvernement du 27 septembre 2023 a adopté le décret interministériel « N°2023-1251 fixant l'organisation de la formation en alternance sous statut étude pour les établissements d'enseignement et de formation professionnelle, technique et universitaire ».

La formation en alternance est une réelle opportunité, à la fois pour les apprentis qui pourront acquérir des compétences professionnelles, mais également pour l'entreprise formatrice qui aura l'avantage de former les alternants à ses propres méthodes de travail pour en faire des travailleurs qualifiés contribuant à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité de l'entreprise

sur le marché. Les étudiants, quant à eux, bénéficient d'une expérience professionnelle, ce qui renforce leur employabilité. La rémunération pendant la formation constitue également un incitatif financier et l'immersion dans le monde du travail facilite une transition plus fluide vers l'emploi.

Relations durables entre l'école et l'entreprise

« Cette réforme s'inspire du modèle international mais aussi africain, notamment marocain, algérien et sud-africain. En France, plus de 70% des alternants accèdent à un emploi dans les sept mois suivant l'obtention de leur diplôme », souligne-t-on au niveau de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM).

La commission « Education et Formation Professionnelle » du Groupement des Entreprises de Madagascar (Gem) a joué un rôle moteur dans cette démarche, mobilisant activement ses adhérents. La prise en compte de différents aspects cruciaux tels que la Convention d'application, le Financement de l'apprentissage, la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), et la promotion de

relations durables entre l'école et l'entreprise, est comme un signe d'engagement.

En somme, cette réforme en faveur de la formation en alternance est gagnant-gagnant pour les partenariats

public-privé à Madagascar, contribuant à répondre aux besoins croissants de ressources humaines qualifiées et à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Prévision macro-économique : Un taux de croissance de 4,8% pour Madagascar cette année

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JANVIER 2024

Une prospection de la Banque mondiale pour toutes les régions du monde a prévu un taux de croissance de l'économie de 4,8% pour Madagascar cette année. Un peu plus que celui prescrit par la Loi de finances initiale.

Une petite contradiction. Si la Loi de finances pour cette année, LFI 2024, table sur un taux de croissance de l'économie de 4,5% en termes réels du Produit intérieur brut, PIB, la dernière analyse de la Banque mondiale livrée cette semaine, classant par région les différents pays, Madagascar, dans le groupe de l'Afrique subsaharienne, a été gratifié d'une progression de 4,8%. Une différence de 0,3% mais qui peut peser de tout son poids sur ces perspectives à court terme. « La croissance économique est attendue à 4,5% en 2024 avec un PIB nominal prévisionnel de 79 179,4 milliards d'ariary », précise la LFI 2024. Aussi, ces 0,3% de différence équivaldraient-elles à des millions



d'ariary.

Une autre nuance, si les prévisions financières malgaches misent sur un taux de croissance de 5,6% pour 2025, la Banque mondiale lui attribue une progression de 4,7% dans deux années. Mais elle tient à insister sur un point essentiel, valable pour tous les pays passés à la loupe. « Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles données et de

l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné sur la base de l'exercice budgétaire ».

Cercle vertueux

La Banque mondiale avance ses arguments pour expliquer ses appréhensions. « Une escalade du conflit au Moyen-Orient pourrait exacerber l'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. En effet, non seulement une hausse durable des prix du pétrole induite par le conflit augmenterait les prix des denrées alimentaires en renchérissant les coûts de production et de transport, mais elle pourrait aussi perturber les chaînes d'approvisionnement. Bien que les prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie aient reculé par rapport aux sommets atteints en 2022, des perturbations du commerce et de la production au niveau mondial ou local pourraient relancer l'inflation des prix à la consommation, et en particulier de ceux des denrées alimentaires, dans l'ensemble de la région ».

« De tels désordres, en particulier dans les secteurs minier et agricole, pourraient être provoqués par des phénomènes météorologiques extrêmes liés en partie au changement climatique. Une nouvelle intensification des conflits violents risque de faire chuter la croissance en dessous du niveau de référence et entraîner des crises humanitaires prolongées dans bon nombre des pays économiquement les plus vulnérables d'Afrique subsaharienne. Enfin, la forte augmentation des coûts du service de la dette publique dans de nombreuses économies de la région depuis la pandémie a renforcé la nécessité d'en réduire le niveau, en particulier dans les pays lourdement endettés », conclut la Banque mondiale.

L'essentiel a été de retrouver le cercle vertueux de la croissance économique pour briser l'engrenage de la pauvreté. Ces 4,8% ne suffiraient pas à résoudre tous les problèmes auxquels fait face le pays. Mais ne faisons pas la fine bouche après la forte contraction de 2020.

Parité monétaire : L'euro sous la barre des 5000 ariary

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JANVIER 2024

Décruce passagère ou tendance qui va s'inscrire dans la durée. En deux journées au Marché interbancaire de devises, MID, la monnaie européenne a perdu de précieux points sur l'ariary, si l'on peut dire. De 4991,98 à 4986, 93 ariary. Si la parité monétaire traduit et reflète la situation économique, quelques améliorations auraient pu s'opérer

quelque part. Mais ces valeurs indicatives du MID sont vite dépassées dans les banques primaires pour l'achat. De même que sur le marché des changes au noir avec des transactions qui se décident aux coupures. En tout cas, ces fluctuations sont si volatiles qu'aucune conclusion définitive ne peut être énoncée.

Relance : Le tourisme surfe sur la vague du succès

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 11 JANVIER 2024

Encore une bonne note pour la destination Madagascar. Le Magazine britannique Bradt Travel Guides a mentionné Madagascar parmi les meilleurs endroits où voyager dans un article intitulé « The Best Places to Travel in 2024 ». Le Magazine présente la Grande île sous ses meilleures facettes. En mettant en relief sa richesse naturelle, son écosystème unique au monde ainsi que sa variété culturelle.

Sinistrées par la crise sanitaire de 2020-2021, les activités touristiques ont pu reprendre peu à peu grâce à la franche collaboration du ministère du Tourisme avec les associations professionnelles, les transporteurs aériens et tous les autres corps gravitant autour de ce secteur.

2023 a été marquée par de multiples actions de promotions

de la destination, autant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Selon le ministère du Tourisme dans un bilan détaillé, « vingt magazines internationaux spécialisés ont consacré de nombreuses pages sur Madagascar. La Grande île a été l'invité d'honneur du Salon international de Budapest, et pays partenaire à Poznan en Pologne ». Ce qui confirme la recherche de nouvelles niches de clientèle. Quarante-trois tours opérateurs et agences de voyages ont répondu à l'éductour. Deux cent soixante-trois autorisations d'ouverture ont été délivrées et quatre-vingt-douze licences octroyées aux investissements touristiques. Au bout de ces efforts 222 848 arrivées touristiques ont été enregistrées en 2023.

Production d'électricité: des centrales thermiques et des parcs solaires en renfort

ARH | LES NOUVELLES | 11 JANVIER 2024

A moyen terme, le ministère de l'Energie et des hydrocarbures (MEH) et la Jirama se penchent sur la construction d'une centrale thermique fonctionnant au fuel lourd, à Ambohimambola pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en électricité à Antananarivo. A plus long terme, 46 parcs solaires sont en cours de mise en place dans tout Madagascar. Les travaux sont en grande partie réalisés avec les fonds propres de l'Etat malgache.

Les travaux de construction de la centrale thermique d'Ambohimambola, composée de sept moteurs fonctionnant au fuel lourd d'une puissance de 15 MW chacun, ont débuté en décembre 2022 et concernent l'extension d'anciennes installations de la Jirama et d'autres exploitants privés dont le contrat a été résilié. Cette centrale injectera 105 MW supplémentaires sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) et devrait être opérationnelle cette année, informe la Jirama.

Pallier le manque d'électricité dans la capitale

«Les sept moteurs qui ont été réceptionnés à l'île Maurice viennent d'arriver à Toamasina et seront acheminés à Antananarivo très prochainement», a annoncé de son côté le MEH, soulignant au passage que l'extension de la capacité

de production d'électricité d'Antananarivo, notamment au niveau de la centrale thermique d'Ambohimambola, vise à pallier le manque d'électricité dans la capitale dû à l'augmentation de la demande.

La Jirama et le MEH travaillent également sur la mise en place de 46 parcs solaires à travers Madagascar. Selon le MEH, «Ce projet est réalisé en partenariat avec Huawei, un leader mondial dans le domaine de l'énergie solaire, et Longi, un fabricant renommé de panneaux solaires». Le premier lot de panneaux solaires nécessaires dans la réalisation de ce projet d'envergure a quitté la Chine à la fin du mois de décembre 2023 et fait route vers la Grande île, avec des études sur terrain menées par des ingénieurs de Huawei et Mibet, en collaboration avec les techniciens de la Jirama et du MEH.

Un de ces parcs solaires sera installé sur 5 hectares de terrains à Ambatomirahavavy, région Itasy. Il est prévu renforcer l'approvisionnement en électricité sur le RIA.

Après une visite à Ambatomirahavavy, avant-hier, ces techniciens poursuivent leurs missions à Ambatondrazaka, Moramanga, Brickaville et Toamasina.

Société d'État : La Jirama cherche toujours un directeur général

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JANVIER 2024

Alors que le poste de directeur général de la Jirama demeure en intérim, le secteur de l'eau prévoit d'importants chantiers cette année.

Le poste de directeur général de la Jirama est toujours en intérim, un enjeu clé parmi les chantiers qui attendent le prochain ministre en charge de l'Énergie dans le gouvernement en cours de formation. En effet, selon les informations, il faudra encore patienter avant la nomination d'un nouveau directeur général, suite à l'échec de la procédure de recrutement lancée l'année dernière, jugée infructueuse en raison de l'inadéquation des profils des candidats malgaches ayant postulé. Le ministère de tutelle a négocié une période de patience pour relancer la recherche de candidats qualifiés, malgré les pressions des bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale, qui ont déjà insisté

sur la nomination rapide d'un nouveau dirigeant.



Par ailleurs, des défis significatifs se profilent dans le

secteur de l'eau cette année, selon le directeur général adjoint en charge de l'eau au sein de la compagnie. Ceux-ci incluent la construction de nouvelles unités de production et de stations de forage, l'installation de nouvelles canalisations, ainsi que le remplacement d'équipements vétustes visant à combler le déficit en eau de la Capitale et de ses environs, atteignant jusqu'à 70 000 mètres cubes par jour.

Étendre le réseau

Dans cette optique, le directeur général adjoint a cité en exemple le projet Jirama Water III, lancé en 2019 et est prévu pour être clôturé cette année. D'un investissement total de 74 millions d'euros, ce projet vise à accroître la capacité de

production et de traitement de l'eau, ainsi que le stockage à environ 8 000 mètres cubes. L'objectif est de renforcer et d'étendre le réseau, bénéficiant directement à deux millions d'habitants de la Capitale et de ses environs.

Selon nos interlocuteurs, les prestataires exigés à la réalisation de ces projets ont déjà été recrutés, les travaux sont en cours, et des mesures d'assistance technique, l'appui pour la performance opérationnelle, ainsi que l'évaluation du potentiel de mobilisation des eaux souterraines ont déjà été fournis. En outre, les bailleurs de fonds exigent également la garantie d'un équilibre financier au sein de la compagnie, et l'application de la stratégie commerciale de promotion à l'eau permettant un accès démocratique à cette denrée.

Cart'in : le nouveau service d'achat à succès

TIANA RAMANOELINA. | LES NOUVELLES | 12 JANVIER 2024

Acheter sur Amazon et se faire livrer à Madagascar est désormais possible avec Cart'in. La plateforme vient d'être lancée par Manoova, une entreprise œuvrant dans le développement d'applications web ou mobile afin de faciliter la vie quotidienne.

Les négociations avec Amazon ont été menées début 2023. Cart'in a été officiellement lancé le 22 novembre 2023. "Le développement s'est déroulé en trois étapes : la phase de conception consistant à déterminer et concevoir le parcours-client lors de l'utilisation du service. La seconde étape a été le développement technique : toutes les théories élaborées durant la phase de conception ont été transformées en code informatique, et d'autres solutions utiles comme le paiement, y ont été intégrées. La troisième étape est le test", explique Rajo Rajaonarivelo, gérant de Manoova.

Le service a été lancé à partir d'un besoin. "Nous avons constaté qu'auparavant, l'acheteur résidant à Madagascar doit chercher une adresse en France pour réceptionner la commande avant de l'expédier par la suite au pays", note-t-il.

En général, tous les produits vendus sur Amazon.fr peuvent être commandés. Pour ce faire, l'utilisateur doit se connecter sur un ordinateur, créer un compte sur la plateforme, télécharger et installer une extension "Google Chrome" reliant le site d'Amazon et Cart'in.

Puis, l'utilisateur a le choix de revenir sur le site de Cart'in ou directement sur le site d'Amazon pour effectuer la commande. Dans quelques jours, une application Cart'in sera opérationnelle.

"Une fois que la commande est passée, le site de Cart'in se charge de la récapituler en fournissant plusieurs éléments : la date estimative d'arrivée à Madagascar, les frais de livraison, d'expédition (8 euros par kilo), et de service (5% du

prix de la commande et du frais d'expédition)", détaille Rajo Rajaonarivelo. "Si la commande est livrée à Antananarivo ou en périphérie, la livraison est gratuite. En dehors de cette zone, elle est payante (...) Le client a le choix de se faire livrer la commande à l'adresse de son choix. Il est aussi possible de la récupérer au dépôt de Cart'in à Ankorondrano".

Au moment de passer la commande, le client a le choix : soit il paie un acompte de 30%, soit la totalité. Pour ceux qui paient un acompte, le reste doit être payé à l'arrivée de la commande afin d'organiser la livraison. "La commande doit être effectuée par le client. Une assistance au bureau de Cart'in est aussi possible", ajoute le gérant.

Cart'in est doté d'un système de tracking permettant de suivre la commande. Si le client a commandé plusieurs produits, il se peut que les colis soient séparés et que les dates d'arrivée soient différentes.

A peine lancé, Cart'in a déjà attiré des clients un peu partout à Madagascar : Antananarivo, Toamasina, Majunga, Toamasina, Antsiranana, Taolagnaro, Manakara, Morombe, Antsirabe ou encore Analavory. Les produits commandés vont du plus petit au plus grand : cela peut être une prise jack ou une télévision de 77 pouces.

Rajo Rajaonarivelo indique que le choix d'Amazon a été motivé par son envergure parmi les Marketplaces existant et la qualité des produits. "Nous essaierons de collaborer avec d'autres plateformes mais cela ne devrait pas être démentiel des normes, de la qualité ou de la livraison", poursuit-il.

Dans tous les cas, lui de conseiller, lors de l'achat d'un produit, de privilégier les articles vendus directement par Amazon. Il faut aussi prendre le temps de lire les commentaires et les notations de ceux qui ont déjà acheté le même article et privilégier les produits les mieux notés. Si le client choisit les articles dans la catégorie "Prime", le délai de livraison est toujours très bref.

Paiement de factures... : la Jirama lance le service «Jirakaiky»

ARRH. | LES NOUVELLES | 12 JANVIER 2024

La Jirama a adopté la digitalisation pour améliorer ses services et faciliter le quotidien de ses clients. Le service «Jirakaiky» est une initiative prometteuse en offrant diverses options de paiement de factures et l'achat de crédit pour les compteurs prépayés. Jirakaiky est accessible via les «cashpoints» agréés portant le logo de la Jirama et

l'enseigne Jirakaiky.

Lors de la présentation officielle du service devant la presse hier au siège de la société d'Etat à Ambohitato, son directeur général par intérim, Eric Andriamahefa, a expliqué : «Dans un premier temps, le service Jirakaiky sera disponible dans deux cashpoints à Antananarivo, soit à

Mahazo et Ampasampito».

Plusieurs avantages

Le client de Jirama peut utiliser le service Jirakaiky de trois façons : paiement direct auprès de l'agent Jirakaiky, utilisation du mobile money par le client lui-même, possibilité pour quelqu'un d'autre de payer la facture. «Le coût de la transaction est fixé à 1.000 ariary, indépendamment du montant de la facture Jirama», indique le directeur des

Relations clients de la Jirama, Feno Randrianarison. Le client reçoit immédiatement un reçu de paiement.

«Jirakaiky présente plusieurs avantages. Il n'y aura plus de manipulation d'argent dans les agences, l'absence de files d'attente, la facilité d'utilisation, la réception instantanée des reçus, l'accessibilité à un prix abordable et la proximité du client», ajoute le conseiller commercial auprès de la direction générale de la Jirama, Sedera Rakotondramonjy.